



**Secrétariat général
pour l'administration**

Service d'infrastructure de la défense



SID Expertise et Production Nationale

Technique d'achat : Accord-cadre à partie forfaitaire et à bons de commande passé en application des articles L.2125.1, R.2162-1, R.2162-6 et R.2162-13 à 14 du code de la commande publique.

Procédure : Appel d'offre ouvert en application des articles L2124-2 et R. 2161 -2 à 5 du code de la commande publique.

Référence : DAF_2025_000051

Soutien intégré et maintien en conditions opérationnelle des 35 licences du code de calcul LSTC/ LS-DYNA Large System Core du SID EPN
--

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Informations de sécurité / Niveau de protection du secret			
Marché avec détention d'ISC	Marché avec accès à des ISC	Contrat sensible	Marché non protégé
		X	

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1. OBJET.....	6
1.1 Durée d'exécution	6
1.2 Neutralisation des périodes.....	6
1.3 Lieu d'exécution.....	6
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES.....	7
2.1 Pièces particulières	7
2.2 Pièces à remettre au titulaire – cession ou nantissement des créances	7
2.3 Nantissement	7
ARTICLE 3. FORME DU MARCHE	8
ARTICLE 4. MONTANT	8
ARTICLE 5. FORME DES NOTIFICATIONS.....	9
ARTICLE 6. REPRESENTATION DES DEUX PARTIES	9
6.1 Bénéficiaire	9
6.2 Représentation de l'acheteur	9
6.3 Représentation du titulaire.....	10
6.4 Conduite des prestations.....	10
6.5 Obligation du titulaire	11
6.6 Règles de l'art et devoir de conseil.....	11
ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE.	12
ARTICLE 8. DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX BONS DE COMMANDE.....	13
ARTICLE 9. DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX ORDRES DE SERVICE	14
ARTICLE 10. CONFIDENTIALITE - MESURES DE SECURITE - CONDITIONS D'ACCES AU SITE – CLAUSE REALTIVE AUX CONTRATS « SENSIBLES ».....	14
10.1 Confidentialité et mesures de sécurité.....	14
10.1.1 Mesures de sécurité inhérentes au statut du site	14
10.1.2 Confidentialité des informations	15
10.2 Conditions d'accès au site	15
10.2.1 Utilisation du robot logiciel de demande d'accès : démarches simplifiées	15
10.2.2 Obligations du demandeur d'accès.....	15
10.2.3 Obligations de l'accompagnateur	15
10.2.4 Obligations du visiteur	16
10.2.5 Accès des visiteurs en véhicules.....	16
10.3 Clause relative aux contrats sensibles	16
10.3.1 Généralités propres au titulaire.....	16
10.3.2 Protection du secret de la défense nationale	17
ARTICLE 11. RESPONSABILITES ET DOMMAGES.....	17
ARTICLE 12. ASSURANCES	18
ARTICLE 13. PRIX ET REGLEMENT	18

13.1 Prix du poste 1 « Maintenance du code de calcul LSTC/ LS DYNA ».....	18
13.2 Prix du poste 2 « Formations/ prestations d’expertise complémentaire »	18
13.2.1 Prix des formations à l’utilisation du code de calcul LSTC/ LS DYNA.....	18
13.2.2 Prix des prestations d’expertise complémentaire	19
13.3 Contenu des prix.....	20
13.4 Unité monétaire	20
13.5 Date d’établissement des prix.....	20
13.6 Variation des prix des postes 1 et 2 de l’accord-cadre	20
ARTICLE 14. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES / APPLICATION DE LA T.V.A	21
14.1 « Facturation » dématérialisée.....	21
14.2 Facturation classique en cas d’inaccessibilité à Chorus Pro.....	23
14.3 Périodicité de la facturation.....	23
14.4 Avance.....	23
14.5 Acomptes.....	23
14.6 Délai global de paiement	23
14.7 Intérêts moratoires	24
14.8 Approvisionnements.....	24
ARTICLE 15. DELAIS D’EXECUTION.....	24
ARTICLE 16. PENALITES	24
16.1 Pénalité pour absence de réponse et nécessité de relance	24
16.2 Pénalités relatives au travail dissimulé.....	25
ARTICLE 17. MODALITES D’EXECUTION	25
17.1 Livrables.....	25
17.2 Comportement du personnel.....	25
17.3 Salarié de l’entreprise effectuant des prestations dans un organisme de la défense.....	25
17.4 Développement durable.....	25
17.4.1 Clauses sociales :	25
17.4.2 Clauses environnementales :	26
17.5 Documents à produire en cours d’exécution	26
17.6 Modifications survenant en cours d’exécution.....	27
17.7 Lutte contre le travail dissimulé	27
17.8 Mise en conformité des outils et applications métiers développés au titre de l’expertise forfaitaire –documentation technique.....	28
17.9 Clause de réexamen.....	28
17.10 Suspension de l’exécution en cas de circonstances imprévisibles.....	30
ARTICLE 18. VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	30
18.1 Opérations de vérifications.....	30
18.2 Décision après vérification	31
18.3 Admission, ajournement, réfaction ; rejet	31

ARTICLE 19. SPECIFICATIONS DU MARCHE	32
19.1 Modalités de prise en charge des demandes d’assistance technique et délais de réalisation.....	32
19.2 Maintien en condition de sécurité.....	33
ARTICLE 20 UTILISATION DES RESULTATS.....	33
ARTICLE 21. RESILIATION	34
ARTICLE 22. REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES- RECOURS.....	35
22.1 Recours gracieux	35
22.2 Règlement amiable des litiges	35
22.3 Recours contentieux	35
22.4 Droit applicable, langue et compétences juridictionnelles	35
ARTICLE 23. DEROGATIONS.....	35

PRÉAMBULE – LEXIQUE

Dans le présent document,

ADCO	<i>Adjoint au directeur chargé des opérations</i>
AE	<i>Acte d'engagement</i>
BA	<i>Bureau achat</i>
BDC	<i>Bon de commande</i>
BPF	<i>Bordereau de prix forfaitaires</i>
BS	<i>Bureau structures</i>
CCAG	<i>Cahier des clauses administratives générales</i>
CCAP	<i>Cahier des clauses administratives particulières</i>
CCP	<i>Code de la commande publique</i>
CCTP	<i>Cahier des clauses techniques particulières</i>
CPR	<i>Contrôle primaire de sécurité</i>
DR	<i>Diffusion restreinte</i>
MCO	<i>Le maintien en condition opérationnelle désigne l'ensemble des actions techniques logistiques et managériales visant à garantir la disponibilité, la performance et la sécurité des systèmes tout au long de leur cycle de vie, en combinant maintenance préventive, corrective et évolutive.</i>
MINARM	<i>Ministère des armées</i>
OS	<i>Ordre de service</i>
RPA	<i>Responsable du pouvoir adjudicateur</i>
SD2ET	<i>Sous-direction expertise et études techniques</i>
SDAF	<i>Sous-direction achat/finances</i>
SDS	<i>Section dynamique des structures</i>
SI	<i>Le soutien intégré désigne un ensemble de techniques dès la conception visant à mesurer la disponibilité, la fiabilité et la performance des systèmes tout au long de leur cycle de vie, en intégrant des activités et fonctions nécessaires pour optimiser la maintenance, réduire les coûts et prolonger la durée de vie.</i>
SID EPN	<i>SID expertise et production nationale</i>
SID	<i>Service d'infrastructure de la défense</i>
TA	<i>Tribunal administratif</i>
TIC	<i>Techniques de l'information et de la communication</i>
VA	<i>Vérification d'aptitude</i>
VSR	<i>Vérification du service régulier</i>
ZP	<i>Zone protégée</i>
ZR	<i>Zone réservée</i>

ARTICLE 1. OBJET

Le marché a pour objet le soutien intégré et le maintien en condition opérationnelle des 35 licences du code de calcul LSTC/ LS DYNA large system core.

Le code de calcul LSTC/ LS DYNA large system core est l'outil de travail principal du bureau structure pour réaliser des études numériques orientées dans le domaine de la propagation des ondes de choc, des impacts et du séisme, avec pour finalité leur interaction avec des structures.

Le bureau structures détient en propre 35 licences du code de calcul LSTC / LS-Dyna Large System Core

Le présent marché doit permettre d'assurer le fonctionnement optimal de LSTC/ LS Dyna large system core et un soutien technique efficace aux utilisateurs.

1.1 Durée d'exécution

Le marché est conclu pour une durée initiale de 12 mois. Il est reconductible 3 fois par tacite reconduction à la date d'anniversaire de notification. La durée de chaque reconduction est de 12 mois. La durée totale du marché ne pourra excéder 48 mois, sauf exception spécifiée par l'acheteur (SID EPN), 3 mois avant la date d'anniversaire du marché

La non-reconduction sera effectuée par l'intermédiaire d'un ordre de service transmis en lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire par l'acheteur, avec un préavis de 3 mois avant la date de reconduction annuelle.

1.2 Neutralisation des périodes

Les durées prévues s'entendent périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire (ou de ses cotraitants ou des sous-traitants).

1.3 Lieu d'exécution

Les prestations seront réalisées à l'adresse suivante : 9 rue des Récollets CS 80601 78013 Versailles Cedex.

Les prestations seront également réalisées à distance dans les locaux du titulaire.

Le tableau à l'article 4 du CCTP fixe la répartition des prestations qui seront à réaliser à distance dans les locaux du titulaire ou sur le site des Récollets à Versailles.

L'adresse physique d'exécution des prestations pourrait évoluer en cours d'exécution du marché, auquel cas le titulaire en sera informé par courriel ou par l'intermédiaire de la plateforme PLACE.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES

Conformément à l'article 4.1 du CCAG TIC, les pièces constitutives du marché sont les pièces listées ci-dessous par ordre de priorité.

2.1 Pièces particulières

L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration contractante fait foi ;

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait foi ;

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics des techniques de l'information et de la communication (CCAG TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

Le BPF Bordereau de prix forfaitaires ;

Le mémoire technique remis par le titulaire incluant le catalogue des formations à LSTC/ LS Dyna pour chaque année d'exécution du marché;

Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

L'annexe 1 du CCAP concernant les marchés avec gestion de documents portant la mention DR durant l'exécution du marché. Cette annexe est à remettre signée dans les 15 jours suivant la notification et devra être actualisée en cas de modifications à apporter aux éléments renseignés.

2.2 Pièces à remettre au titulaire – cession ou nantissement des créances

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/ TIC, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché.

La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion sera délivrée au titulaire en unique exemplaire et gratuitement.

2.3 Nantissement

Le marché peut-être nanti selon les conditions prévues aux articles L. 2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

ARTICLE 3. FORME DU MARCHE

Conformément aux articles R.2162-1 à 2 et R.2162-13 à 14 du code de la commande publique, le marché est exécuté sous forme d'accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.

Le présent marché est décomposé en deux postes :

Poste 1 : Forfait de maintenance du code de calcul LSTC/ LS DYNA (Cf. 5 CCTP) :

- **Support technique (Cf. 5.1 CCTP) :**
 - Assistance téléphonique à l'installation et à la génération des clés (Cf. 5.1.1 CCTP) ;
 - Assistance téléphonique à l'utilisation et à la mise en œuvre de la suite logicielle LSTC/ LS DYNA (Cf. 5.1.2 CCTP) ;
 - Journées d'assistance ou expertise sur site (Cf. 5.1.3 CCTP).
- **Le poste 1 comprend également :**
 - Les mises à jour mineures ou majeures et la gestion de la configuration du code de calcul (Cf. 5.2 CCTP) ;
 - Les changements de serveurs de licences ;
 - La fourniture de documentation technique associée à LSTC/ LS Dyna (Cf. 5.3 CCTP).

Poste 2 : Bons de commandes relatifs aux formations et aux prestations d'expertise complémentaire (Cf. 6 CCTP) :

- **Poste 2.1 : Bons de commandes relatifs aux formations (Cf. 6.1 CCTP) :**
 - Poste 2.1.1 : Bons de commandes sur catalogue (Cf. 6.1.3 CCTP) ;
 - Poste 2.1.2 : Bons de commande sur devis (Cf. 6.1.4 CCTP).
- **Poste 2.2 : Bons de commandes relatifs aux prestations d'expertise complémentaire (Cf. 6.2 CCTP) :**
 - Poste 2.2.1 : journées forfaitaires d'expertise sur site (Cf. 6.2.1 CCTP) ;
 - Poste 2.2.2 : demi-journées forfaitaires d'expertise pour le développement d'outils spécifiques et d'applications métier (Cf. 6.2.2 CCTP).

ARTICLE 4. MONTANT

Le montant des prestations figure au BPF

Le montant annuel estimé du marché pour la partie forfaitaire est de 32 000 € HT soit 38 500 € TTC.

Le montant estimé sur la durée totale du marché pour la partie forfaitaire est de 128 000 € HT soit 153 600 € TTC.

Le montant maximum annuel est de 50 000 € HT soit 60 000 € TTC.

Le montant maximum sur la durée totale est de 200 000 € HT soit 240 000 € TTC.

Le BPF de l'accord-cadre est construit de la manière suivante :

Poste 1 : Prestations de maintenance forfaitaires de LSTC/ LS Dyna

Poste 2 :

- Bons de commandes de formations sur catalogue à prix forfaitaires
- Bons de commandes de formations sur devis à prix forfaitaires
- Bons de commandes de journées forfaitaires d'expertise sur site
- Bons de commandes de demi-journées forfaitaires d'expertise pour le développement d'outils spécifiques et d'applications métier

ARTICLE 5. FORME DES NOTIFICATIONS

Les formes des notifications au titulaire des décisions ou informations du représentant de l'acheteur qui font courir un délai, sont décrites à l'article 3.1 du CCAG TIC.

En ce qui concerne les échanges dématérialisés, la date de notification d'un bon de commande ou la date de réception de la décision ou de l'information transmise au titulaire par message à son adresse électronique correspond à la date d'accusé de réception dématérialisé. A défaut d'accusé de réception de la part du titulaire dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document, la notification est réputée effective à l'issue de ce délai.

ARTICLE 6. REPRESENTATION DES DEUX PARTIES

6.1 Bénéficiaire

Le bénéficiaire est le bureau structures (BS) de la sous-direction Expertise et Etudes Techniques du SID Expertise et Production Nationale (SID EPN). Le bureau structures est chargé des études concernant le dimensionnement et la vérification des structures de bâtiments sous sollicitations dynamiques, principalement par l'action des armes, des explosifs et des séismes.

6.2 Représentation de l'acheteur

Le représentant de l'acheteur est le directeur du SID EPN. Conformément à l'article 3.3 du CCAG TIC, dès la notification de l'accord-cadre et lors de l'émission de chaque bon de commande, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du titulaire.

La personne habilitée à suivre et à contrôler l'exécution des prestations est définie suivant l'organisation ci-dessous :

Acteurs	Missions	Articles
Directeur du SID EPN / adjoint au directeur chargé des opérations	Signature du marché. Signature des bons de commandes	CCAP
Directeur du SID EPN ou adjoint au directeur chargé des opérations (ADCO)	Signature des avenants	CCAP
Chef de la section dynamique des structures	Emission d'un bon de commande	Article 8 CCTP
Chef de la section dynamique des structures	Emission et signature des ordres de services	Article 9 CCAP
Chef de la section dynamique des structures	Vérification des prestations Etablissement du procès-verbal de service-fait (PVSF)	Article 18 CCAP
Directeur du SID EPN ou adjoint au directeur chargé des opérations (ADCO)	Notification de la décision de non-reconduction de l'accord-cadre	Article 1.1 CCAP

Directeur du SID EPN/ adjoint au directeur chargé des opérations	Notification de la décision de prolongation de l'accord-cadre	Article 1.1 CCAP
Directeur du SID EPN/ adjoint directeur chargé des opérations	Décision d'admission, ajournement, réfaction ou rejet des prestations	Article 18 CCAP
Directeur du SID EPN/ adjoint directeur chargé des opérations	Notification de la résiliation du marché	Article 21 CCAP
Médiateur du ministère des armées	Médiation entre le titulaire et l'acheteur en cas de précontentieux	Article 22 CCAP

Pour tout changement d'interlocuteur, l'acheteur informe le titulaire par ordre de service (OS).

6.3 Représentation du titulaire

En application de l'article 3.4.1 du CCAG TIC, le titulaire désigne, dès la notification du marché, un correspondant habilité à le représenter auprès de la personne publique. Cette désignation est notifiée à la personne publique par LRAR (lettre recommandée avec accusé de réception), ou par tout autre moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

D'autres personnes physiques peuvent également être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Ce correspondant devra être joignable par téléphone et par courriel pendant les heures ouvrées.

En cas de remplacement du représentant du titulaire, pendant la durée de validité du marché, la personne publique en est avisée par LRAR (lettre recommandée avec accusé de réception) ou par tout autre moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

6.4 Conduite des prestations

Lorsque le titulaire n'est plus en mesure de conduire l'exécution des prestations, il doit :

- En informer sans délais l'acheteur et prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences équivalentes et dont il lui communique le nom et le CV dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle l'acheteur est informé de l'incapacité d'accomplissement de la tâche.

Les coordonnées du remplaçant devront être communiquées aux adresses suivantes :

- Adresse fonctionnelle du bureau structures : sid-epn-bs.contact.fct@intradef.gouv.fr
- Adresse fonctionnelle du bureau achats : cnpid.pam.contact.fct@intradef.gouv.fr

Le remplacement d'un personnel ne peut en aucun cas justifier une augmentation du prix ou/et des délais indiqués dans le présent marché.

Pendant toute la durée d'exécution, l'acheteur se réserve le droit de récuser ceux des personnels du titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution de la prestation. La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée.

Le titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels récusés dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de l'acheteur. Il ne peut prétendre ni à une prolongation du délai d'exécution ni à une indemnité.

6.5 Obligation du titulaire

Le titulaire s'engage à respecter la législation en vigueur en matière de travail ainsi que les obligations stipulées à l'article 6 du CCAG TIC en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire a une obligation de résultat en ce qui concerne le maintien en condition opérationnelle et le soutien intégré de LSTC/ LS Dyna. L'objectif est d'assurer un fonctionnement optimal du code de calcul et de garantir un soutien technique efficace aux utilisateurs.

Le titulaire a pour obligation d'assurer la continuité de service de LSTC/ LS Dyna. Cette obligation de résultat s'entend pour les articles 5 et 6 du CCTP à l'exception du poste 2.1 « formations », pour lequel une obligation de moyen s'applique.

En cas de non-respect de cette obligation de résultat, le titulaire s'expose aux pénalités prévues à l'article 16 du présent CCAP.

Pour l'ensemble des prestations dont il a la charge, le titulaire ne pourra mettre en avant la défaillance de ses sous-traitants éventuels. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du marché.

Le titulaire est également responsable des accidents mettant en cause son personnel, des dégâts provoqués par celui-ci à l'occasion de l'exécution des prestations, ainsi que des vols que ce personnel pourrait commettre.

Le personnel du titulaire demeure à tous les égards le salarié de ce dernier (législation du travail, sécurité au travail, congés payés, déplacements, etc.).

6.6 Règles de l'art et devoir de conseil

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations demandées durant toute la durée du marché, conformément aux règles de l'art en la matière, tout en s'inscrivant dans le cadre des objectifs fixés dans le CCTP.

Le titulaire a un devoir de conseil et d'alerte, il doit informer l'acheteur des éventuels dysfonctionnements affectant la bonne exécution du projet. A ce titre, il doit remettre à l'acheteur un rapport contenant les risques et les solutions pour les pallier.

L'acheteur décide de donner suite ou non aux solutions apportées par le titulaire pour pallier tout dysfonctionnement survenant lors de l'exécution du marché. Le dysfonctionnement affectant la bonne exécution peut relever d'un des cas définis à l'article 17.9 du présent CCAP.

La formulation des modifications qui en découlent peut donner lieu à l'établissement d'un avenant, conformément à l'article R.2194-1 du CCP.

ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

Dès la signature de l'acte spécial de sous-traitance constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, l'acheteur notifie au titulaire et à chacun de ses sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître à l'acheteur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le sous-traitant dont les conditions de paiement sont agréées est payé directement si le montant de la part qu'il exécute est supérieur à 10 % du montant total sur toute la durée du marché. Dans le cas contraire, le titulaire devra fournir une caution bancaire pour chaque sous-traitant.

Toute demande d'acceptation et/ou d'agrément de sous-traitant devra être adressée au bureau achat de la sous-direction achats-finances du SID EPN, à l'adresse suivante : cnpid-pam.contact.fct@intra.def.gouv.fr

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant. A ce titre, il produit soit l'exemplaire unique du marché, soit le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la révision ou du nantissement des créances.

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire devra fournir :

- La déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire sera dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le cotraitant), et le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance, mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution ;
- Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation) ;
- Un extrait K-bis ;
- Une attestation de régularité fiscale
- Une attestation d'assurance
- Un RIB **si le sous-traitant a droit au paiement direct** ;
- Une caution bancaire **si le sous-traitant n'a pas droit au paiement direct** ;
- Les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le marché :
 - Qualification(s) professionnelle(s) ou équivalent,
 - Liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.
- Une attestation sur l'honneur établissant qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG TIC, le titulaire doit être en mesure de pouvoir fournir le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants si l'acheteur en fait la demande.

ARTICLE 8. DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX BONS DE COMMANDE

Avant de notifier un bon de commande au titulaire pour une prestation de formation ou d'expertise complémentaire, un échange préalable sera réalisé entre les deux parties, afin de coordonner les attendus du besoin au niveau du bureau structures et les modalités de réalisation par le titulaire. Le bon de commande sera notifié au titulaire une fois cet échange préalable réalisé.

Conformément à l'article 3.7.2 du CCAG TIC, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception de la commande pour faire connaître ses observations. En l'absence de toute contestation notifiée dans ce délai, le titulaire sera considéré comme ayant accepté la commande.

En cas de réserves mineures émises par le titulaire dans le délai susvisé de quinze (15) jours et sur lesquelles les deux parties pourront trouver un accord rapidement, un rectificatif à la commande sera éventuellement établi.

En cas de réserves majeures, la commande sera annulée sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a la qualité pour formuler des observations à l'acheteur.

Chaque bon de commande indique :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- La référence de l'accord-cadre (numéro EJ et la date de notification) ;
- La date de notification et le numéro d'EJ du bon de commande ;
- Les références du service émetteur du bon de commande ;
- L'objet détaillé de la prestation avec la référence au BPF ;
- Les quantités commandées ;
- Le type et la forme des prix (selon les dispositions prévues au marché) ;
- Le montant total en € HT de la commande ;
- Le taux et le montant des taxes appliquées aux prestations ;
- Le montant en € TTC de la commande ;
- La date de début des prestations, le lieu et les délais d'exécution ;
- L'adresse de facturation ;
- Le lieu précis d'exécution des prestations ou la zone d'intervention ;
- Les coordonnées du contact sur site ainsi que de l'officier de sécurité en charge du contrôle des dispositions prévues à l'article 10.2 du présent CCAP (protection du secret de la défense nationale) ;
- Les clauses techniques et les conditions des opérations de vérification ;
- La répartition des parts des cotraitants ou des sous-traitants admis à paiement direct ;
- Le montant de l'éventuelle avance ;
- La date de début des prestations et les délais d'exécution ;
- Le point de départ des délais ;
- La date d'établissement des prix, le cas échéant ;
- L'imputation de la dépense ;
- Les conditions de paiement.

Dès réception d'un BC, le titulaire sera mis en contact avec le représentant du bureau structures du lieu d'exécution de la prestation. D'autres éléments lui seront mis à disposition tels que :

- L'état des lieux du site, le cas échéant ;
- La désignation fonctionnelle des interlocuteurs sur le lieu concerné, ou de son représentant ;
- Les sujétions particulières à l'exécution des prestations (mesures HSCT, sécurité, sureté, etc.) ;
- Le cas échéant, si l'exécution des prestations le nécessite, les modalités des réunions de suivi de l'exécution de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Tout bon de commande notifié pendant la période de validité de l'accord-cadre doit être exécuté jusqu'à son terme. Les bons de commandes émis durant l'exécution de l'accord-cadre ne pourront s'étendre sur une durée supérieure à 6 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

ARTICLE 9. DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX ORDRES DE SERVICE

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG/TIC, le chef de la section dynamique des structures du bureau structure est habilité à signer des ordres de service (OS), relevant d'un événement lié à l'exécution du marché (par exemple : difficulté persistant à la suite d'une journée d'expertise sur site nécessitant une traçabilité de l'information auprès du titulaire).

Les OS sont écrits, signés et numérotés de manière séquentielle suivant leur ordre de rédaction (exemple :1-2-3). Chaque OS devra comporter le numéro séquentiel de rédaction suivi de l'objet de l'OS. Un OS daté et signé du titulaire vaut réception.

Lorsque le titulaire ou mandataire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de l'ordre de service.

ARTICLE 10. CONFIDENTIALITE - MESURES DE SECURITE - CONDITIONS D'ACCES AU SITE – CLAUSE REALTIVE AUX CONTRATS « SENSIBLES »

10.1 Confidentialité et mesures de sécurité

10.1.1 Mesures de sécurité inhérentes au statut du site

La caserne des récollets, qui est le lieu d'exécution des prestations, est classée en tant que zone protégée (ZP). Des mesures de sécurité s'appliquent, en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale. Le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus de respecter les contraintes de sécurité inhérentes au statut du site.

Toute intervention sur le site militaire (autre que les interventions courantes et prévues d'assistance technique) devra être planifiée dans un délai de 7 jours à l'avance avec l'administration (Cf. 3.2.2.1 CCTP).

10.1.2 Confidentialité des informations

Conformément à l'article 5.1 du CCAG TIC, le titulaire est soumis à une obligation de confidentialité. Il ne communique en aucun cas à des tiers, les renseignements et les documents dont il a eu connaissance, ainsi que les supports établis à l'occasion de l'exécution du présent marché. Le titulaire étend cette obligation à l'ensemble des personnes qui interviennent pour son compte dans la réalisation des prestations objet du présent marché. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces dispositions par ses sous-traitants.

Une partie au marché ne peut demander la confidentialité d'une information qu'elle a elle-même rendue publique. Les informations, documents ou éléments qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ne sont pas couvertes par cette obligation de confidentialité.

10.2 Conditions d'accès au site

10.2.1 Utilisation du robot logiciel de demande d'accès : démarches simplifiées

Toute demande d'accès des personnels du titulaire ou de ses sous-traitants à la caserne des Récollets par un membre bureau structures devra être effectuée sur la plateforme numérique DS (démarches simplifiées) via le lien suivant : demarches-simplifiees.intradef.gouv.fr.

10.2.2 Obligations du demandeur d'accès

La personne qui réalise la demande d'accès doit obligatoirement être ressortissante du ministère des armées. Un demandeur externe au SID EPN devra obligatoirement mentionner un point de contact sur le site des récollets dans l'application démarches simplifiées.

Les demandes d'accès devront être réalisées dans un délai de 3 jours ouvrés avant l'intervention.

Cette procédure est validée par l'officier de sécurité du SID EPN et par le service général de la DCSID.

10.2.3 Obligations de l'accompagnateur

Le membre du bureau structures chargé de l'accompagnement du visiteur accédant au site des Récollets a pour rôle de l'accueillir au poste d'accueil et de filtrage, localisé vers la porte d'accès du site des Récollets. Il informe et accompagne le visiteur durant toute sa visite. Il délivre les consignes de sécurité au visiteur.

Le membre du bureau structures chargé de l'accompagnement est obligatoirement détenteur d'un contrôle primaire « accès en zone protégée » en cours de validité ou à défaut d'un certificat de sécurité lié à une habilitation avec un avis de sécurité « sans objection » datant de moins de 3 ans.

10.2.4 Obligations du visiteur

Le visiteur doit impérativement être muni d'une pièce d'identité (carte nationale d'identité nationale ou d'un passeport en cours de validité) déclarée lors de la demande d'accès dans l'application démarches simplifiées. Cette pièce d'identité sera conservée durant la totalité de la visite par l'agent de sécurité qualifié du poste d'accueil et de filtrage des Récollets, contre remise d'un badge visiteur.

Le badge visiteur devra obligatoirement être portée de manière visible autour du cou.

10.2.5 Accès des visiteurs en véhicules

L'accès des véhicules privés des visiteurs n'est pas autorisé, sauf autorisation exceptionnelle par les personnes habilitées (directeur du SID EPN, directeur adjoint du SID EPN, bureau expertise défense et sécurité (BEDS) du SID EPN).

Chaque passager du véhicule doit se présenter à l'accueil pour percevoir un badge visiteur contre remise d'une pièce d'identité en cours de validité.

10.3 Clause relative aux contrats sensibles

10.3.1 Généralités propres au titulaire

Le présent marché est classé comme « contrat sensible », conformément aux dispositions de l'article 2.3.2 de l'instruction générale interministérielle n°1300, sur la protection du secret de la défense nationale. Par conséquent, les bons de commande découlant du marché sont des contrats de types « sensibles ». Le titulaire prend des mesures de protection, y compris dans les contrats de travail de ses employés, tendant à assurer que les conditions d'exécution des prestations ne mettent pas en cause la sûreté ou les intérêts essentiels de l'Etat.

En cas d'échange de document avec la mention « DR » durant l'exécution du marché, ces documents sont réputés respecter les dispositions de l'annexe 1 du présent CCAP relative aux marchés avec gestion de documents portant la mention « DR ».

Conformément à l'annexe 1 du CCAP, le titulaire ne peut prétendre, ni à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des obligations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution du marché

La plateforme de calcul est installée sur un réseau fermé ne disposant d'aucun accès internet. Aucune personne étrangère à l'administration n'aura accès à la plateforme de calcul, ce qui devra être pris en compte par le titulaire.

10.3.2 Protection du secret de la défense nationale

1. Outre les dispositions de l'article 5 du CCAG/TIC et dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense et de la sécurité nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations et supports sensibles qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le marché est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

2. Le titulaire reconnaît :

- Avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- Qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

3 Le titulaire reconnaît avoir informer à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Le titulaire atteste que son personnel :

- A pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- Qu'il n'a pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

4. Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant pris connaissance des dispositions ci-dessus accèdent au lieu d'exécution des prestations.

5. Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

6. Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la prononciation du pénalité en application de l'article 16.1 du CCAP.

ARTICLE 11. RESPONSABILITES ET DOMMAGES

Le titulaire ne pourra dégager sa responsabilité auprès de l'administration qu'après avoir prouvé que le dommage résulte exclusivement d'une faute de l'acheteur ou d'un événement de force majeure.

Le titulaire est pleinement responsable du personnel et des sous-traitants éventuels qu'il emploie dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le titulaire est seul responsable des dommages lors de l'exécution des prestations causés directement ou indirectement :

- A son personnel ou à ses tiers
- A ses biens ou aux biens appartenant à la personne publique ou à des tiers

Le titulaire doit signaler à la personne publique ou son représentant tout incident engageant sa responsabilité dans un délai maximal de 24 heures suivant les faits.

Le titulaire s'engage à garantir le ministère des Armées contre tout recours susceptible d'être exercé contre celui-ci du fait de sa responsabilité de titulaire.

ARTICLE 12. ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG TIC, le titulaire du marché et ses sous-traitants éventuels agréés doivent souscrire à un contrat d'assurance en cours de validité permettant de couvrir les conséquences financières pouvant être encourues d'un dommage corporel ou matériel survenu pendant l'exécution du marché. Le contrat d'assurance doit être souscrit pendant la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.

Le titulaire s'engage à fournir une attestation d'assurance sur demande de l'acheteur dans un délai maximal de 15 jours.

ARTICLE 13. PRIX ET REGLEMENT

Le montant indiqué dans l'acte d'engagement est le montant maximum en € HT de l'accord-cadre.

13.1 Prix du poste 1 « Maintenance du code de calcul LSTC/ LS DYNA »

Les prestations relatives à la maintenance du code de calcul LSTC/ LS DYNA sont réglées sur la base d'un prix forfaitaire indiqué dans Le BPF de l'accord-cadre.

Les prestations attendues dans le cadre du poste 1 sont détaillées à l'article 5 du CCTP.

13.2 Prix du poste 2 « Formations/ prestations d'expertise complémentaire »

Des bons de commandes à prix forfaitaires seront émis pour des besoins complémentaires relatifs à :

- Aux formations du catalogue proposé par le titulaire ;
- Aux formations personnalisées sur devis ;
- Aux journées d'expertise sur site ;
- Aux demi-journées d'expertise pour le développement d'outils spécifiques et applications métiers.

Les prestations du poste 2 sont réglées sur la base du BPF en annexe 1 de l'AE. Les prestations du poste 2 sont détaillées à l'article 6 du CCTP.

13.2.1 Prix des formations à l'utilisation du code de calcul LSTC/ LS DYNA

Le maintien en condition opérationnelle nécessite un soutien intégré. A ce titre, il doit être traité de manière globale. Aussi, en complément du forfait annuel de maintenance, une attention particulière doit être portée à la formation des agents du bureau structures, experts techniques de haut niveau et utilisateurs de la distribution LSTC/ LS Dyna. Les formations concourent au maintien, à la fiabilisation, au renforcement et à la pérennisation des compétences du bureau structures.

Les formations concourent également à l'amélioration de l'adaptation et de la réactivité du bureau structures. Ces éléments concourent pour le SID EPN à disposer d'une expertise technique à la pointe des méthodes modernes de modélisation et de simulation en permettant la mise à jour des compétences de ses experts.

Les formations sont de deux types :

Formations inter-entreprises :

- Organisées dans les locaux du titulaire selon les dates définies dans son planning de formation.
- Formation individuelle d'un expert de la SD2ET sur des modules figurant dans l'offre de formation du prestataire (formations sur catalogue).

Formations intra-entreprises :

- Organisées dans les locaux du titulaire, de préférence en région parisienne, ou sur le site des Récollets à Versailles (lieu d'implantation de la plateforme de calcul).
- Utilisées pour répondre aux besoins d'un groupe d'experts de la SD2ET sur des modules figurant dans l'offre de formation du prestataire ou nécessitant un contenu spécifique/personnalisé (formations personnalisées).

Les formations personnalisées (sur devis) ne figurent pas dans l'offre de formation du titulaire, elles sont réglées par émission de bons de commande à prix forfaitaire.

Les formations sur catalogue sont réglées par émission de bons de commande à prix forfaitaire.

Chaque stagiaire recevra la documentation complète et le support de formation au format papier et numérique, ainsi qu'une attestation de stage.

13.2.2 Prix des prestations d'expertise complémentaire

Afin de renforcer la maintenance adaptative de la distribution LSTC/ LS DYNA, il pourrait s'avérer nécessaire d'adapter la distribution du code de calcul (customisation, développement d'interfaces métiers) pour contribuer à son adéquation et sa cohérence avec des besoins évolutifs du bureau structures.

Les prestations d'expertise complémentaires sont réglées selon les modalités ci-dessous :

Journée d'expertise sur site :

- Réglées par émission de bons de commandes à prix forfaitaires.
- Le titulaire indique dans son mémoire technique le type de forfait : simple, intermédiaire ou complexe en fonction de l'objectif de la journée (Cf. 6.2.1.1 CCTP)
- Déclenchées à tout moment par le SID EPN.
- Planifiée dans un délai de 4 semaines maximum suite à la demande de l'acheteur.
- La période d'intervention s'étend de 9h00 à 18h00 du lundi au vendredi (week end et jours fériés exclus).
- Le nombre de journées d'expertise sur site au titre du forfait de maintenance de LSTC/ LS Dyna est défini au moment de la remise du mémoire technique.
- Chaque intervention donnera lieu à un rapport d'intervention intégré au document de reporting du forfait annuel de maintenance de LSTC/ LS Dyna (poste 1).

Demi-journée d'expertise pour le développement d'outils spécifiques et applications métier :

- Réglées par émission de bons de commandes à prix forfaitaires.
- Le titulaire indique dans son mémoire technique le type de forfait nécessaire simple, intermédiaire ou complexe en fonction de la durée et de la complexité du développement.
- Les demandes de développement peuvent être déclenchées à tout moment par le SID EPN.
- Les développements donneront lieu à un rapport de développement.
- Le rapport de développement sera intégré au document de reporting du forfait annuel de maintenance de LSTC/ LS Dyna (poste 1).

13.3 Contenu des prix

Les prix du marché sont établis hors TVA (HT).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

13.4 Unité monétaire

Les prix sont établis en euros.

13.5 Date d'établissement des prix

La date d'établissement des prix est celle du mois de remise de la meilleure et dernière offre. Ce mois est appelé « mois zéro ».

13.6 Variation des prix des postes 1 et 2 de l'accord-cadre

Les prix sont révisables annuellement à la date d'anniversaire de notification de l'accord-cadre.

Le prix est établi aux conditions économiques existant le mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

La formule de révision prend en compte l'évolution à la hausse ou à la baisse des conditions économiques.

La révision des prix de l'accord-cadre sera effectuée au 1^{er} janvier de chaque année d'exécution du marché.

La formule de révision est la suivante : $P_1 = P_0 (0.125 + 0.875 \frac{CPF62.02_1}{CPF62.02_0})$

Dans laquelle :

P_1 = Prix en euros révisé hors TVA ;

P_0 = Prix en euros hors TVA figurant dans l'acte d'engagement du marché.

Les coefficients correspondent à la part représentative de l'élément entrant dans la détermination du prix.

Dans le cas où la série d'indices de prix de l'INSEE est arrêtée, les indices de la nouvelle série en vigueur sont multipliés par le coefficient de raccordement des prix proposé par l'INSEE.

Ces derniers éléments correspondent aux indices suivants :

Indices relevés sur le site de l'INSEE :

Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 62.02 – Services de conseil en informatique Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766573

Date de lecture des indices «CPF62.02₀» :

Les indices «CPF62.02₀» sont les derniers indices lus et connus du mois de la date limite de remise des offres.

Date de lecture des indices «CPF62.02₁» :

Les indices «CPF62.02₁» sont les derniers indices (éventuellement provisoires) lus et connus au mois de révision des prix de l'accord-cadre.

Les coefficients d'actualisation des prix obtenus sont arrondis au millième supérieur.

Les valeurs des indices INSEE sont à relever sur le site <https://www.insee.fr/fr/accueil>

La révision des prix sera calculée par le SID EPN/ SDAF/BA avant notification par ordre de service.

Si l'INSEE arrête définitivement la publication de l'un des indices du présent marché et en propose son remplacement par un autre, ce nouvel indice préconisé par l'INSEE sera intégré par ordre de service. Si l'un des indices n'est pas publié pendant 6 mois et que l'INSEE ne préconise pas un nouvel indice en remplacement, un nouvel indice sera intégré au marché sous forme d'avenant.

ARTICLE 14. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES / APPLICATION DE LA T.V.A

Les prestations du marché sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur lors du fait générateur.

14.1 « Facturation » dématérialisée

Lorsque le titulaire ou son sous-traitant est admis au paiement direct, il transmet les demandes de paiement sous forme électronique en conformité avec le Code de la commande publique.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmettre à l'Etat les factures au format dématérialisé s'impose depuis le 1^{er} janvier 2020 sauf pour les microentreprises (moins de 10 salariés et chiffre d'affaires annuel ou total du bilan inférieur ou égal à 2 millions d'euros).

La demande de paiement s'effectue par envoi dématérialisé par le biais de la saisie en ligne des factures sur le portail Chorus.

Ce portail est accessible à l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr>

Il est nécessaire de saisir préalablement les factures, avant d'avoir créé un compte Chorus Pro.

Avant de pouvoir déposer sa facture, le titulaire doit disposer :

- Du numéro de l'engagement juridique figurant sur l'acte d'engagement/ sur le bon de commande ;
- Du code SE : D107114078 ;
- Du numéro SIRET ETAT 110 002 011 00044 pour les factures simples ;
- Du numéro SIRET EPN 130 001 902 00423 pour les factures sur état d'acompte.

Modalités de dépôt des factures simples :

Les factures simples sont déposées dans l'onglet « factures émises ».

Pour toute question relative au paiement sur facture, le titulaire peut écrire à l'adresse suivante : esid-ile-de-france.charge-dep-fct.fct@intradef.gouv.fr

Chaque demande de paiement, transmise au plus tôt à la date à laquelle les paiements seront exigibles, sera arrêtée en toutes lettres, datée, signée et devra comporter les éléments suivants :

- Un papier avec en-tête ;
- Le numéro du marché (et numéro d'EJ Chorus) et la date de notification ;
- Les prestations auxquelles se rapporte la demande de paiement ;
- Le numéro du bon de commande (et numéro d'EJ Chorus du BC) et sa date de notification ;
- Le numéro du ou des bon (s) de livraison ;
- La raison sociale exacte du titulaire (ou du sous-traitant, son numéro d'inscription au registre du commerce, son numéro d'identification SIRET et la domiciliation des paiements).

La demande de paiement intervient après la décision de réception effectuée par le chef de la section dynamique des structures (Cf. 18.2 CCAP).

Le comptable assignataire chargé des paiements est :

Direction Départementale des Finances publiques des Landes

Service dépenses militaires – B.P.20175

40003 Mont de Marsan Cedex

A titre exceptionnel, seule la première facture pourra être transmise par voie papier, les factures suivantes sont impérativement transmises par voie dématérialisée.

14.2 Facturation classique en cas d'inaccessibilité à Chorus Pro

En cas d'inaccessibilité du site CHORUS Pro, les factures peuvent être présentées au représentant de l'acheteur en 5 exemplaires et suivant les stipulations de l'article 11.4 du CCAG/TIC.

Les factures doivent être transmises au service chargé de l'exécution de la dépense, dont les coordonnées figurent à l'article 14.1 du présent CCAP.

14.3 Périodicité de la facturation

Les factures seront émises par le titulaire trimestriellement à termes échu après réception par le titulaire du procès-verbal de service fait (PVSF) pour la partie maintenance forfaitaire du code de calcul LSTC/ LS Dyna (poste 1) et à compter de la réception de la décision d'admission des prestations pour la partie à bons de commandes (poste 2).

14.4 Avance

Sans objet.

14.5 Acomptes

Sans objet.

14.6 Délai global de paiement

Conformément aux articles L.2192-10 et R.2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne peut excéder trente (30) jours.

Conformément à l'article R.2192-12 du Code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la réception de la demande de paiement par le représentant de l'acheteur.

La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par les services du représentant de l'acheteur. A défaut, la date de demande de paiement augmentée de deux (2) jours fait foi. En cas de litige, il appartient au créancier d'apporter la preuve de cette date.

Le délai de paiement peut être interrompu lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Un nouveau délai de paiement est ouvert à compter de la réception de l'ensemble des éléments manquants. Ce délai est égal à trente jours ou au solde restant à courir à la date de réception de la notification de l'interruption si ce solde est supérieur à trente jours.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants du Code de la commande publique.

14.7 Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires, applicable, est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours de laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Le taux des intérêts moratoires est fixé par décret.

Les délais relatifs aux intérêts moratoires et les modalités de versement des intérêts moratoires applicables aux acomptes sont définis aux articles R. 2192-32 à 36 du Code de la commande publique.

14.8 Approvisionnements

Sans objet.

ARTICLE 15. DELAIS D'EXECUTION

Pour le poste 1 relatif à la maintenance forfaitaire du code de calcul LSTC/ LS DYNA, le délai d'exécution de la prestation prend effet à compter du 01/01/2026 suivant la notification de l'accord-cadre pour une durée d'un an. La vérification du service fait s'opère trimestriellement.

Le titulaire accuse réception de la demande d'assistance à l'utilisation de LSTC/ LS Dyna dans un délai de 2 jours ouvrés (Cf. 5.1.2.2 du CCTP). Les délais de réalisation souhaités sont fixés en fonction de la criticité de la demande d'assistance (Cf. article 19 CCAP).

Pour le poste 2 relatif aux bons de commande de formations et prestations d'expertise complémentaire, le délai d'exécution du bon de commande prend effet à compter de la notification du bon de commande, sauf si le bon de commande prévoit une date différente. Le délai d'exécution figure sur le bon de commande.

Pour le poste 2, la date d'expiration du délai d'exécution est la date d'établissement du PVSF par le chef de la section dynamique des structures après exécution complète de la prestation.

Les délais d'exécution du marché peuvent être prolongés lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait de l'acheteur ou en cas d'évènement de force majeure. La prolongation du délai d'exécution s'effectue selon les conditions de l'article 13.3 du CCAG TIC.

ARTICLE 16. PENALITES

16.1 Pénalité pour absence de réponse et nécessité de relance

Le titulaire a pour obligation de résultat de réaliser la maintenance du code de calcul LSTC/ LS DYNA. En cas de non-respect des délais de prise en compte de la demande décrits au paragraphe 5.1.2.2 du CCTP, il s'expose à une pénalité de 200 € par jour de retard.

16.2 Pénalités relatives au travail dissimulé

Lorsque l'acheteur a connaissance d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, il doit lui envoyer une lettre recommandée avec accusé de réception, afin de faire cesser la situation et d'en apporter la preuve. L'acheteur informe l'instance de contrôle du résultat de cette demande.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours conformément à l'article R.8822-3 du Code du travail numérique pour répondre à l'injonction du représentant de l'acheteur.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut exiger des pénalités et résilier le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités est fixé à 500 €, dans le respect des conditions de l'article L.8222-6 du Code du travail.

ARTICLE 17. MODALITES D'EXECUTION

17.1 Livrables

Le contenu des livrables est détaillé aux articles suivants du CCTP :

- Article 5 du CCTP : Poste 1 maintenance du code de calcul LSTC/ LS DYNA
- Article 6 du CCTP : Poste 2 bons de commandes de formations/ prestations d'expertise complémentaire

17.2 Comportement du personnel

Le titulaire est responsable d'assurer le respect des règles de sécurité par son personnel lors des interventions sur le site des Récollets dans le cadre du SI et du MCO de LSTC/ LS Dyna.

17.3 Salarié de l'entreprise effectuant des prestations dans un organisme de la défense

Les salariés de l'entreprise qui effectueront des prestations sur le site des Récollets, demeurent à tout égard salariés du titulaire et resteront assujettis à l'ensemble des droits et obligations (horaires de travail) définis par leur entreprise dans le respect de la législation du travail.

17.4 Développement durable

17.4.1 Clauses sociales :

Sans objet.

La complexité technique d'exécution des prestations de maintenance de logiciel de calcul par éléments finis, n'est pas favorable à l'insertion d'une clause sociale. De plus, le contrat est classé sensible ce qui complexifierait l'exécution des prestations.

17.4.2 Clauses environnementales :

La majorité des prestations de maintenance de LSTC/ LS Dyna sont réalisées à distance, à l'exception des journées d'expertise technique et des formations qui sont réalisées sur site. Cela favorise la réduction de la pollution entraînée par les carburants émanant des moyens de transport. Lorsque les déplacements sont nécessaires, les transports en communs seront privilégiés.

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé à l'exception des supports de formations qui doivent être remis au support papier en couleur.

Dans la mesure du possible, le papier devra être 100 % recyclable.

Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

Les prestataires s'engagent à s'informer sur les engagements de leur domaine d'activité en termes de dispositions environnementales et de les appliquer si elles ne vont pas à l'encontre des clauses du marché. De ce fait, il s'engage à former ses collaborateurs aux enjeux environnementaux du marché.

17.5 Documents à produire en cours d'exécution

Conformément à l'article D.8222-5 du Code du travail, le titulaire s'engage à remettre tous les six (6) mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article .243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six (6) mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ;
- Si le titulaire ou l'un de ses sous-traitant recourt à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article 1262-2-1 du Code du travail.

Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants est demandé :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

17.6 Modifications survenant en cours d'exécution

Par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG TIC, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant de l'acheteur, toute modification administrative ou juridique de sa société survenant en cours d'exécution du marché qui se rapporte :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A sa nationalité ;
- A son adresse ou son siège social ;
- Au montant de son capital social ;
- A ses coordonnées bancaires ;
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- Aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le titulaire est tenu de notifier l'acheteur pour toutes les modifications importantes relatives au fonctionnement de l'entreprise.

Si le titulaire ne respecte pas cette obligation, il s'expose à la résiliation du marché pour faute du titulaire en application de l'article 50 alinéa h du CCAG TIC.

Toute information et/ou document devra être adressé au bureau achat de la sous-direction achats-finances du SID EPN par courriel à l'adresse électronique : cnpid-pam.contact.fct@intardef.gouv.fr ou par courrier à l'adresse suivante :

Ministère des Armées
SGA/SID EPN
Sous-direction achat finances
Bureau achat
Adresse postale : 9 rue des récollets CS 80601
78013 Versailles Cedex

17.7 Lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article L.8222-1 du Code du travail, le titulaire doit fournir tous les 6 mois pendant la durée d'exécution du marché, les documents permettant de vérifier la régularité de sa situation au niveau de la lutte contre le travail dissimulé. Selon que le titulaire soit établi en France ou à l'étranger, il devra fournir les documents cités au rubrique F et G du formulaire NOTI 1. : (accessible sous [Les formulaires de notification des marchés | economie.gouv.fr](#)).

Si l'acheteur est informé par un agent de contrôle que le titulaire n'a pas tenu ses engagements, il est mis en demeure de régulariser la situation. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour répondre à la mise en demeure. Si aucune régularisation n'est réalisée dans un délai de 6 mois, l'acheteur peut résilier le marché sans indemnité aux frais et risques conformément à l'article 50 alinéa a du CCAG TIC.

17.8 Mise en conformité des outils et applications métiers développés au titre de l'expertise forfaitaire –documentation technique

Les outils ou applications métiers développés au titre d'une prestation d'expertise complémentaire sont réputés être compatibles avec la version utilisée du logiciel.

Le prix des mises en conformité des outils et applications métiers avec la version en vigueur de LSTC/ LS Dyna sont comprises dans le prix du bon de commande.

Le titulaire livre avec chaque élément informatique associé à LSTC/ LS DYNA, une documentation technique en langue française indiquant les modalités de fonctionnement. Il en est de même pour la livraison de chaque mise à jour ou de nouvelle version de logiciel.

La documentation est un ensemble d'informations relatives au logiciel. La documentation de LSTC/ LS Dyna provient de l'éditeur du code de calcul.

La documentation comprend les éléments suivants :

- Le descriptif détaillé des environnements techniques, matériels et logiciels de développement, d'intégration et le cas échéant, de fonctionnement ainsi que les documentations techniques de développement et de maintenance correspondantes ;
- Les procédures de fabrication/intégration du résultat depuis l'installation de l'environnement de développement et d'intégration, la lecture, le chargement, les opérations de compression/décompression des supports fournis ainsi que la compilation des sources déposées, l'intégration, jusqu'à la production d'une version livrable ;
- Le cas échéant, les outils nécessaires au développement et à la compilation ainsi que le système d'exploitation compatible avec les codes sources du résultat ;
- La documentation de conception et les documentations techniques associées tels que les dossiers techniques de conception, les dossiers d'études techniques, les dossiers de spécification, les schémas de base de données, modèles conceptuels et physiques de données ;
- Les dossiers d'études techniques, de paramétrage, d'installation, de configuration, d'exploitation et de maintenance ;
- Les standards de programmation et de documentation, les dossiers et plans de test ;
- La documentation préalable à la conception des logiciels telle que notamment le cahier des charges et le document de présentation des besoins standards liés à l'utilisation des logiciels ;
- La documentation d'utilisation (manuel de l'utilisateur, aide en ligne) ;
- La documentation d'installation, d'exploitation, de maintenance et de manière générale tout élément permettant à la personne publique d'utiliser, d'exploiter le résultat ainsi que de maintenir le résultat, seul ou par le biais d'un tiers prestataire.

Le prix de cette documentation technique est inclus dans le prix de chaque bon de commande.

La documentation doit être transmise au plus tard à la livraison de l'outil spécifique ou de l'application développé au titre de l'expertise forfaitaire pour développement.

17.9 Clause de réexamen

En cas de circonstance imprévisible modifiant significativement les conditions d'exécution du marché, les parties examinent les conséquences financières de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent par avenant des modalités de prise en charge totale ou partielle des surcoûts induits par cette circonstance, sur la base des justificatifs transmis par le titulaire.

Il est notamment tenu compte des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations et des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Cette circonstance imprévisible peut résulter d'un ou de plusieurs des faits ci-dessous :

Nature de la circonstance	Impact sur l'exécution du marché
Modification des modalités de réalisation des journées d'expertise pour la résolution des difficultés d'utilisation et l'optimisation de LSTC/ LS DYNA.	Prise en compte par le titulaire et par les utilisateurs de LSTC/ LS Dyna.
Modification des modalités d'assistance téléphonique pour l'installation des clés et pour l'utilisation et la mise en œuvre de la suite logicielle.	Prise en compte par le titulaire et par les utilisateurs de LSTC/ LS Dyna.
Modification des procédures d'installation et de génération des licences.	Prise en compte au niveau de la plateforme de calcul sur laquelle sont installées les licences actuelles et les futures licences qui seront installées.
Modification des modalités de fonctionnement de LSTC/ LS DYNA.	Prise en compte au niveau des utilisateurs de LSTC / LS DYNA.
Modification des modalités et de la durée des mises à jour de LSTC/ LS DYNA.	Prise en compte dans le planning de travail du bureau structures et au niveau des utilisateurs de LSTC/ LS DYNA.
Modification du contenu, de la durée et de la fréquence annuelle des formations sur catalogue et sur devis.	Prise en compte au niveau des utilisateurs de LSTC/ LS DYNA.
Ajout de prestations non prévues initialement dans le cadre du forfait annuel de maintenance de LSTC/ LS DYNA.	Surcoût lié à l'augmentation du nombre de prestations dans le cadre de la maintenance. Modifications des modalités d'exécution du marché.
Changement du lieu d'implantation de la plateforme de calcul du bureau structures de la sous-direction expertise et études techniques.	Prise en compte au niveau de l'organisation du bureau structures. Prise en compte au niveau de l'organisation du titulaire.
Apparition d'un dysfonctionnement non prévisible de LSTC/ LS Dyna durant l'exécution du marché.	Prise en compte au niveau de la plateforme de calcul sur laquelle sont installées les licences. Prise en compte au niveau de l'organisation du bureau structures.
Changement de la plateforme de calcul	Prise en compte au niveau de l'organisation du bureau structures et de ses habitudes de travail. Prise en compte par le titulaire et au niveau des utilisateurs de LSTC/ LS DYNA.

Les augmentations de prix prises en compte dans les indices utilisés pour la révision des prix ne peuvent être intégrées à cette clause de réexamen.

Le changement d'indice de révision résultant de l'arrêt des indices choisis par l'INSEE sera prononcé par OS.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance par l'avenant conclu en application du présent article.

17.10 Suspension de l'exécution en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution des prestations est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance imprévisible résultant d'une mesure restrictive prise par une autorité publique, impactant l'exécution des prestations, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur analyse dans les meilleurs délais les raisons de la demande.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne peut excéder 15 jours à compter de la suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées. Le cas échéant, il est décidé du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et le cas échéant, des modifications à apporter au marché. Les parties conviennent également des modalités de répartition des surcoûts directement induits par cet événement.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions initialement fixées par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions fixées par l'article 23 du présent CCAP.

ARTICLE 18. VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.

18.1 Opérations de vérifications

Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives sont définies à l'article 32 du CCAG TIC.

Conformément à l'article 32 du CCAG TIC, les opérations de vérification sont effectuées par le chef de de la section dynamique des structures.

Les opérations de vérification qualitatives comprennent deux étapes :

1) Vérification d'aptitude (VA) :

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche. Elle a pour objet de vérifier que les prestations livrées ou exécutées répondent aux caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions proposées dans les documents particuliers du marché.

Le délai imparti au chef de la section dynamique des structures pour procéder à la vérification d'aptitude est de 2 mois maximum à compter de la date de notification de l'écrit par lequel le titulaire avise que les prestations sont prêtes à être vérifiées, ou de la date de notification par le titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche.

Le chef de la section dynamique des structures arrête sa décision selon les modalités de l'article 18.2 ci-dessous du CCAP. La vérification de service régulier débute à partir du moment où la vérification d'aptitude est positive. En cas de vérification d'aptitude négative, cette dernière est renouvelée après reprise de la prestation par le titulaire.

- 2) Vérification de service régulier (VSR) : la vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier, dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché.
- La régularité du service s'observe pendant 2 mois maximum, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par le chef de la section dynamique des structures.
- Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur la période de VSR, des indisponibilités ne dépasse pas 2% de la durée d'utilisation effective. Cette durée s'étend de 8 heures à 18 heures du lundi au vendredi, jours fériés exclus.
- L'acheteur arrête sa décision selon les modalités de l'article 18.2 ci-dessous du CCAP.

18.2 Décision après vérification

Quatre opérations de vérifications seront menées :

- Les opérations de vérification portant sur la maintenance de LSTC/ LS DYNA ;
- Les opérations de vérifications portant sur les formations (formations sur catalogue et sur devis) ;
- Les opérations de vérification portant sur les journées d'expertise technique sur site ;
- Les opérations de vérification pour les demi-journées de développement au titre de l'expertise forfaitaire.

A l'issue des opérations de vérification, le chef de la section dynamique des structures, prend dans un délai d'un mois maximum, une décision de réception prenant la forme d'un procès-verbal de service fait., d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Tableau pour les modalités de prise des décisions après vérification pour chaque type de prestation :

Nature de la prestation	Modalités de prise de la décision après vérification
Maintenance poste 1 (Cf. 5.1 CCTP)	A compter de la réception du rapport d'intervention. Ce document fait apparaître les modalités de résolution préconisées par le titulaire, les dates de début d'intervention et les dates de fin d'intervention.
Formation poste 2.1 (6.1 CCTP)	A compter de la réception de l'attestation de formation pour chaque stagiaire.
Journées d'expertise technique sur site poste 2.2.1 (Cf. 6.2.1 CCTP)	A compter de la réception du document de synthèse de l'intervention.
Demi-journées forfaitaires d'expertise pour le développement poste 2.2.2 (Cf. 6.2.2 CCTP)	A compter de la réception du document de synthèse du développement.

18.3 Admission, ajournement, réfaction ; rejet

Les modalités concernant les décisions d'ajournement, d'admission, d'admission avec réfaction ou de rejet sont explicitées à l'article 34 du CCAG TIC.

ARTICLE 19. SPECIFICATIONS DU MARCHE

19.1 Modalités de prise en charge des demandes d'assistance technique et délais de réalisation

A l'intérieur du forfait de maintenance, le titulaire doit mettre en place une assistance technique pour répondre aux éventuels problèmes rencontrés par les utilisateurs de LSTC/ LS Dyna.

Le traitement des demandes d'assistance au support technique est assuré à distance dans les locaux du titulaire. Les demandes d'assistance technique peuvent être transmises au titulaire de 9h à 18h les jours ouvrés.

Le niveau de criticité des demandes d'assistance est défini dans le tableau suivant :

Criticité de la demande d'assistance	Modalités de la demande d'assistance	Délai d'intervention souhaité à compter de la prise en charge de la demande d'assistance
Niveau 1	Question posée au support ne nécessitant pas l'envoi de fichiers de données spécifiques par l'utilisateur ¹ .	24h
Niveau 2	Question posée au support technique nécessitant des tests complémentaires	48h ou proposition d'une solution palliative par le titulaire dans un délai de 2 jours
Niveau 3	Question posée au support technique nécessitant l'envoi de fichiers de données spécifiques par l'utilisateur.	48h ou proposition d'une solution palliative dans un délai de 4 jours si les test mettent en évidence un dysfonctionnement
Niveau 4	Dysfonctionnement logiciel identifié par l'utilisateur ou le titulaire lors du traitement d'une demande d'assistance de niveau 1 ou 2. Cette anomalie est transmise à l'éditeur pour correction. Le suivi de la correction de l'anomalie au niveau de l'éditeur est assuré par le titulaire.	Retour du titulaire dans les meilleures conditions possibles à la suite de l'intervention de l'éditeur.

Les demandes d'assistance au support technique et les journées d'expertise sur site ne peuvent occasionner des frais complémentaires non prévus au titre du marché.

Aucune prestation de maintenance ne doit être exigée par l'acheteur sans accord préalable du titulaire. Les prestations de maintenance complémentaires ou modificatives à l'initiative du titulaire sont soumises à l'avis de l'acheteur.

L'acheteur doit assurer l'accès au site des Récollets pour les interventions d'expertise sur site. L'acheteur peut retirer son agrément par une décision motivée dont il informe le titulaire. Pendant la durée de l'intervention sur site, le titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité transmises par l'acheteur.

¹ Les utilisateurs désignent les personnels du bureau structures utilisant LSTC/ LS Dyna

19.2 Maintien en condition de sécurité

Le titulaire n'utilise que des composants logiciels que l'éditeur s'engage à maintenir pendant la durée du marché. Si la durée du marché dépasse la durée pendant laquelle un éditeur s'engage à maintenir un composant logiciel, le titulaire maintient, livre et respecte une feuille de route de migration vers des systèmes maintenus.

Le titulaire élabore, tient à jour et met en œuvre une procédure de maintien en condition de sécurité de toutes les ressources dont il a la charge.

Cette procédure prévoit :

- Les délais d'application des mises à jour de sécurité en fonction du niveau de risque associé ;
- Une définition des cas d'urgence précisant explicitement les motifs de déclenchement et les exceptions au cas nominal qui sont induites ;
- La marche à suivre dans le cas où l'application d'une mise à jour de sécurité échoue.

La maintenance réalisée par le titulaire doit être réalisée sur des dispositifs à jour de leurs correctifs de sécurité. Les mises à jour doivent être supportées sur les versions en cours de LSTC/ LS DYNA. Le titulaire doit vérifier l'impact de l'installation des mises à jour sur le code de calcul LSTC/ LS DYNA.

Une vérification d'aptitude (VA) ou une vérification de service régulier (VSR) peut être refusée si des composants ne sont pas à jour des correctifs de failles de sécurité publiés par l'éditeur depuis un délai supérieur à trois mois.

L'acheteur définit la fréquence d'application des correctifs de sécurité. Le titulaire doit s'assurer du niveau de performance optimal de LSTC/ LS DYNA malgré l'application de correctifs de sécurité.

ARTICLE 20 UTILISATION DES RESULTATS

Conformément à l'article 43 du CCAG TIC, les résultats désignent tous les éléments quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre du SI et du MCO de LSTC/ LS DYNA.

Il peut s'agir :

- De logiciels ;
- D'une documentation ;
- De base de données ;
- De marques
- De modèles ;
- De dessins.
- De noms de domaine
- D'inventions brevetables.

Les résultats sont protégés par le Code de la propriété intellectuelle. Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre directement liée à l'objet du marché.

De ce fait, les outils et applications métiers développés au titre de l'expertise forfaitaire font l'objet d'une protection au titre du Code de la propriété intellectuelle.

Conformément à l'article 46 du CCAG TIC, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats des développements au titre de l'expertise forfaitaire. Les résultats des développements pourront être utilisés en l'état, modifiés, de façon permanente, de façon temporaire et sous toutes formes pour des besoins d'utilisation prévus dans le CCAP du présent marché.

Ces droits d'utilisation comprennent notamment la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, à quelque condition que ce soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous licence libre open source.

Les droits sont concédés à l'acheteur au moment de l'admission des prestations de développement au titre de l'expertise forfaitaire.

ARTICLE 21. RESILIATION

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci. à la demande du titulaire dans des circonstances externes au marché dans les conditions prévues à l'article 48 du CCAG TIC ou dans des circonstances internes au marché dans les conditions prévues à l'article 49 du CCAG TIC.

Le marché peut être résilié pour faute du titulaire sans droit à indemnités dans les cas prévus à l'article 50 du CCAG TIC.

L'acheteur peut également mettre fin à l'exécution des prestations à tout moment pour motif d'intérêt général en cas de survenance d'un événement à caractère de force majeure.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG TIC, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire ne peut prétendre à une indemnité de résiliation. En revanche, le titulaire a droit à être indemnisé des frais et investissements engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, sous réserve qu'il apporte toutes les justifications.

La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation ou à défaut à compter de la notification de la résiliation au titulaire.

Le décompte de résiliation est réalisé dans le respect des conditions de l'article 52 du CCAG TIC.

ARTICLE 22. REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES- RECOURS

22.1 Recours gracieux

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché selon les termes du chapitre 9 du CCAG TIC.

Un différend peut résulter :

- D'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'acheteur et faisant apparaître le désaccord ;
- D'un silence gardé par le titulaire à la suite d'une mise en demeure adressée par l'acheteur l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours ;
- De l'absence de notification du décompte de résiliation.

22.2 Règlement amiable des litiges

L'acheteur et le titulaire peuvent soumettre tout différend qui les oppose au comité consultatif de règlement à l'amiable de Versailles, à un médiateur d'entreprises, au médiateur du ministère des armées ou à l'arbitrage dans les conditions prévues aux articles D 2197-15 à 24 du Code de la commande publique.

22.3 Recours contentieux

Le présent contrat est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour connaître des litiges en découlant.

Tout litige de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat est de la compétence exclusive du tribunal administratif (TA) de Versailles.

22.4 Droit applicable, langue et compétences juridictionnelles

Le présent contrat est soumis au droit administratif français, seul applicable en cas de litige. Les éventuels litiges sont régis par les lois et règlements français exclusivement. Tout litige qui résulterait de son exécution ou de son interprétation serait de la compétence exclusive du Tribunal administratif compétent. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

ARTICLE 23. DEROGATIONS

Le présent CCAP déroge pour certains de ses articles au CCAG TIC. Plus particulièrement.

Article du CCAP	Dérogation article CCAG TIC
Article 2.2 CCAP	Article 4.2 CCAG TIC
Article 9 CCAP	Article 3.8.1 CCAG
Article 17.6 CCAP	Article 3.4.2 CCAG
Article 21 CCAP	Article 51 CCAG